

MODÈLE D'ATTESTATION D'ASSURANCE

(à remplir par l'assureur)

Je soussigné(e),

raison sociale

.....
.....

certifie par la présente que la police d'assurance (**numéro et période de validité du contrat souscrit**) :

.....
.....

contractée par les soins de (nom et adresse) :

.....

pour le déroulement de

.....

organisé(e) le

a pour objet de garantir, notamment, *conformément aux prescriptions des articles L321-1, L331-9, D321-1, R331-14, A331-24 et A331-25* du code du sport :

1°) les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'organisateur ou aux concurrents du fait des dommages corporels ou matériels causés aux spectateurs, aux tiers, aux concurrents, mais seulement, pour ces derniers, lorsqu'il s'agit d'épreuves ne comportant pas, sur la totalité de leur parcours, un usage privatif de la voie publique ;

2°) les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'organisateur ou aux concurrents envers les agents de l'Etat ou de toute autre collectivité publique participant au service d'ordre, à l'organisation ou au contrôle de la manifestation sportive, ou envers leurs ayants droit, du fait des dommages corporels ou matériels causés auxdits agents ;

3°) les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Etat, aux départements et aux communes pour tous les dommages causés aux tiers ou à l'organisateur par les fonctionnaires agents ou militaires mis à la disposition de ce dernier ou leur matériel ».

Montant des garanties :

.....

(NB : Le montant minimum des garanties prévues par la police d'assurance doit être fixé à :

- pour la réparation des dommages corporels à 6 100 000 euros par sinistre,
- pour la réparation des dommages matériels, à 15 000 euros par sinistre.

Ce document doit être présenté à l'autorité administrative au plus tard **six jours francs** avant le début de l'événement. Le non-respect de ce délai entraîne le refus d'autorisation par l'autorité administrative compétente.)

Je m'engage à renoncer, en cas de sinistre, à tout recours contre l'État et les autorités départementales ou municipales ainsi que contre toute personne ou service relevant desdites autorités à un titre quelconque.

Date :

Signature et cachet de l'assureur

| |
|--|
| |
|--|